

La Survivance

Organe officiel de l'Association Canadienne-française de l'Alberta
Imprimé par l'Imprimerie la "Survivance" "DIEU ET PATRIE"

10010 109e rue Téléphone 24702

Abonnements Canada, \$2; E.-U., \$2.50; Europe, \$3

Vol. III.

EDMONTON, ALBERTA, LE 9 SEPTEMBRE 1931.

No 44.

Après la rentrée des classes

Nos collègues, nos couverts et nos écoles paroissiales ont de nouveau ouvert leurs portes à la gent écolière. Une semaine s'est déjà écoulée depuis la rentrée des classes.

Il semble que dans un bon nombre de nos institutions d'enseignement supérieur l'inscription des élèves est inférieure à celle des années précédentes. La crise actuelle est probablement, jusqu'à un certain point, responsable de cette situation. En effet, plusieurs, en ces temps de troubles de toutes sortes, ont cru plus sage de garder auprès d'eux leur garçon ou leur fille, afin d'économiser quelques dollars. Mais on peut se demander si quelques-uns de ceux-là ont sérieusement réfléchi aux conséquences qui pourraient résulter de la privation, chez un enfant, de l'instruction et de l'éducation données dans les maisons d'enseignement supérieur. Car, il ne faut pas oublier qu'une solide instruction et une forte éducation sont le plus bel héritage qu'un père de famille peut et doit donner à ses enfants.

Nous vivons à une époque de concurrence intense. Il faut conquérir les places de haute lutte. Les armes de combat nécessaires, plus tard, à l'enfant pour qu'il puisse prendre son rang dans l'armée de la vie aura sonné, mais surtout une bonne instruction et une solide éducation. Avec elles, il saura s'acheminer vers le succès.

Il n'est plus guère possible de ne pas comprendre toute l'importance que nous devons attacher à la formation morale et intellectuelle de ceux qui composeront la société de demain et la conduiront.

On ne saurait trop s'imaginer combien précieuse serait le défaut d'instruction chez ceux qui, dans quelques années, seront appelés à veiller sur les destinées sociales et religieuses des Canadiens français établis en notre province. Une élite doit se préparer dès maintenant afin qu'elle puisse remplir dignement, un jour, les devoirs qui lui incomberont.

Les sacrifices à s'imposer pour la préparer sont le plus souvent énormes et douloureux. Mais la vie n'est-elle pas une suite de sacrifices et de renoncements de toutes sortes?

Pour toutes les carrières, la formation intellectuelle supérieure est nécessaire.

Tout le monde ne peut pas l'acquiescer. Il importe, cependant, que le plus grand nombre s'en rendent maîtres. Et c'est ainsi que se préparent des hommes qui travailleront efficacement pour le bien et dans l'intérêt de ceux qu'ils auront mission de protéger et de défendre.

Donnons donc à nos enfants les avantages d'une haute formation morale et intellectuelle si nous voulons, nous Canadiens français de l'Ouest, lutter dans trop de circonstances et même avec succès contre des groupes qui n'épargnent rien pour atteindre le premier rang dans les divers domaines des activités sociales, économiques et politiques.

Mieux vaut tard que jamais. Bien que l'année scolaire soit déjà commencée depuis quelques jours, il est encore actuellement opportun que quelques-uns sinon plusieurs de nos enfants se dirigent vers les institutions qui leur dispenseront les bienfaits de l'enseignement de leurs sciences multiples.

Comme nous l'avons déjà écrit, les sacrifices que des parents font, avec foi et générosité, pour bien préparer l'avenir de leurs enfants, ne peuvent rester sans récompense.

L'éducation est une chose importante, très importante et elle mérite les plus sérieuses réflexions.

Maurice LAPALLEE.

Autre plan de M. Ford

M. Henry Ford ne se contente pas de fabriquer des automobiles, il veut aussi de l'économie politique. Quelques-unes de ses théories ont d'ailleurs déjà été appliquées avec succès.

Son idée de la courte semaine et des salaires élevés a eu un certain retentissement pendant quelque temps. Mais cette idée a été abandonnée, car elle n'a pas été bien traitée et bien rémunérée. M. Ford, il y a quelques années, inaugurait cette pratique dans ses propres usines. L'idée fut adoptée ailleurs et le général on s'en trouva satisfait.

Après avoir été appliqué dans un certain nombre de cas, ce plan a été abandonné. On ne peut pas marcher bien en temps de prospérité mais ce n'est pas la même chose lorsque les affaires sont dans le marasme comme aujourd'hui. De nos jours l'ouvrier serait bien prêt à travailler plusieurs jours par semaine à un salaire inférieur à celui qu'il reçoit actuellement.

Autres temps, autres idées économiques. M. Ford vient d'en lancer une autre. Dorénavant tout homme marié travaillant dans les usines de M. Ford au Michigan devra cultiver son potager. On lui fournira des semences, des outils et on lui fournira aussi un terrain pour planter ses légumes.

On ne peut pas marcher bien en temps de prospérité mais ce n'est pas la même chose lorsque les affaires sont dans le marasme comme aujourd'hui. De nos jours l'ouvrier serait bien prêt à travailler plusieurs jours par semaine à un salaire inférieur à celui qu'il reçoit actuellement.

Autres temps, autres idées économiques. M. Ford vient d'en lancer une autre. Dorénavant tout homme marié travaillant dans les usines de M. Ford au Michigan devra cultiver son potager. On lui fournira des semences, des outils et on lui fournira aussi un terrain pour planter ses légumes.

On ne peut pas marcher bien en temps de prospérité mais ce n'est pas la même chose lorsque les affaires sont dans le marasme comme aujourd'hui. De nos jours l'ouvrier serait bien prêt à travailler plusieurs jours par semaine à un salaire inférieur à celui qu'il reçoit actuellement.

Autres temps, autres idées économiques. M. Ford vient d'en lancer une autre. Dorénavant tout homme marié travaillant dans les usines de M. Ford au Michigan devra cultiver son potager. On lui fournira des semences, des outils et on lui fournira aussi un terrain pour planter ses légumes.

On ne peut pas marcher bien en temps de prospérité mais ce n'est pas la même chose lorsque les affaires sont dans le marasme comme aujourd'hui. De nos jours l'ouvrier serait bien prêt à travailler plusieurs jours par semaine à un salaire inférieur à celui qu'il reçoit actuellement.

Autres temps, autres idées économiques. M. Ford vient d'en lancer une autre. Dorénavant tout homme marié travaillant dans les usines de M. Ford au Michigan devra cultiver son potager. On lui fournira des semences, des outils et on lui fournira aussi un terrain pour planter ses légumes.

On ne peut pas marcher bien en temps de prospérité mais ce n'est pas la même chose lorsque les affaires sont dans le marasme comme aujourd'hui. De nos jours l'ouvrier serait bien prêt à travailler plusieurs jours par semaine à un salaire inférieur à celui qu'il reçoit actuellement.

Autres temps, autres idées économiques. M. Ford vient d'en lancer une autre. Dorénavant tout homme marié travaillant dans les usines de M. Ford au Michigan devra cultiver son potager. On lui fournira des semences, des outils et on lui fournira aussi un terrain pour planter ses légumes.

On ne peut pas marcher bien en temps de prospérité mais ce n'est pas la même chose lorsque les affaires sont dans le marasme comme aujourd'hui. De nos jours l'ouvrier serait bien prêt à travailler plusieurs jours par semaine à un salaire inférieur à celui qu'il reçoit actuellement.

Autres temps, autres idées économiques. M. Ford vient d'en lancer une autre. Dorénavant tout homme marié travaillant dans les usines de M. Ford au Michigan devra cultiver son potager. On lui fournira des semences, des outils et on lui fournira aussi un terrain pour planter ses légumes.

Justice égale pour tous

Un récent congrès du Barreau canadien, le comté de Bensborough a plaidé en faveur de l'administration d'une justice égale pour tous, pourvue de la traditionnelle équité et de l'efficacité que fient admirer les hommes supérieurs de notre civilisation qui eurent à s'occuper de problèmes d'importance capitale. Ceux qui sont sans ressources, dit Son Excellence, devraient pouvoir obtenir une assistance légale efficace aussi facilement que les riches. Je ne connais pas de moyens plus efficaces de consolider notre respect traditionnel pour la loi et l'ordre.

Contre la législation des sweepstakes

NIAGARA FALLS, Ont. — A une fois majorité la Légion canadienne du Dominion a passé une résolution s'opposant à la législation des sweepstakes et ordonnant aux officiers du Dominion de retourner aux vétérans de l'armée et de la marine un chèque de \$67,023 reçu de cette organisation pour le paiement du sweepstake de l'armée et de la marine.

Alphonse XIII répudie le communisme

OSLO, Norvège. — L'ex-roi Alphonse XIII d'Espagne, au cours d'une visite récente dans une petite ville de la côte norvégienne, a déclaré dans une entrevue à un journal que le monde regretterait un jour d'avoir toléré le communisme russe. J'ai aperçu, dit-il, le visage russe dans le port, et j'espère que vous, Norvégiens, serez assez discrets pour ne pas permettre aux membres de l'équipage de débarquer. Sans discuter politique, je puis dire que les Russes me semblent avoir beaucoup contrarié aux troubles économiques qui se font sentir dans le monde entier. Alphonse ajoute aussi que Bernard Shaw a exprimé sa sympathie envers les Russes, disant qu'il s'efforcera de faire voir à ses concitoyens les avantages que le système soviétique offre aux pays de la patrie pour la vieille Angleterre. Si le système soviétique doit un jour être en honneur. Croyez-vous, s'écrie-t-il, que le peuple espagnol si profondément religieux eût pillé et saccagé ses couvents, n'eût été l'influence russe.

Une prison sans barreaux ni gardiens

MOSCOW. — La République soviétique vient d'établir une prison libre, sans barreaux ni gardiens, dans laquelle les détenus sont seuls à décider s'ils doivent rester ou partir. La "Commune Ogniv" fut fondée il y a sept ans par V. Zernitsky, alors à la tête de la police secrète chargée de surveiller les vagabonds coulant les grandes artères des cités populaires par milliers après la révolution et constituant un réel danger pour la vie et la propriété des citoyens. Cette sphère d'émancipation fut maintenue jusqu'à des réformes de la loi de 1925. Les vols sont les principaux crimes reprochés aux prisonniers. Aux yeux des autorités ce sont là des criminels qui ont besoin d'une nouvelle méthode pour grandir et se réformer. Un travail ardu des mesures de liberté et de direction personnelle sont à la base des remèdes prescrits pour le changement de vie des 1,620 personnes qui y sont gardées prisonnières. Les hôtes de cette prison peuvent demander leur liberté en n'importe quel moment. "Assemblée générale", un corps gouvernant comprenant tous les prisonniers, décide si leurs réclamations sont logiques et accorde la liberté demandée.

Le nombre des chômeurs au Canada

OTTAWA. — Dans l'opinion de M. Tom Moore, président du congrès ouvrier du Canada, il y a 400,000 chômeurs au Canada. Les emprunts pour leur aide n'offrent pas la véritable solution au problème du chômage. Voici ce qu'il faudrait faire: Etablir une assurance contre le chômage, maintenir les gages tout en réduisant les heures de travail et s'occuper la pension de vieillesse; à un âge moins avancé que 70 ans; aussi accorder un jour de congé sur sept. M. Moore a fait ces observations à un déjeuner au Rotary Club d'Ottawa.

Pour le retour à la terre

MONTREAL. — Les diverses sociétés de secours catholiques de Montréal ont formé un syndicat pour aider aux chômeurs à retourner à la terre. Les chômeurs qui habitent actuellement la ville à retourner à la terre. D'après les autorités du syndicat, un bon nombre de sans-travail de la ville, autres fermiers, ont exprimé le désir de cultiver de nouvelles terres dans la province de Québec. Le syndicat est sous le patronage de Mgr Georges Gauthier, administrateur de Montréal.

LA PRATIQUE DU TRAFIC A TERME

Le "Hedging"

La coutume en rapport avec la manipulation des grains, dénommée "hedging" ou trafic à terme remonte à la guerre civile des Etats-Unis. Le dictionnaire anglais mentionne relativement à "hedging": "Se couvrir, se mettre en état de défense". C'est afin de parer aux baisses et aux hausses trop subites que l'on recourt à cette méthode susceptible d'assurer une certaine sécurité.

La pratique du trafic à terme n'est possible que sur de puissants marchés, tels que Winnipeg, Chicago ou Liverpool. L'idée fondamentale sur laquelle repose cette pratique c'est l'élimination des risques dans l'achat et la vente du grain.

Cette pratique du trafic à terme est parfaitement légale et ne doit pas être confondue avec la spéculation du grain, car ce procédé est l'opposé de la spéculation. A l'heure actuelle, la spéculation sur le grain est illégale, mais la grande difficulté fut toujours de prouver son illégalité devant les cours. Il est arrivé cependant de temps à autre qu'un spéculateur ait été à court de marge, et alors le courtier s'efforcera de percevoir la part sabbat. Indévidement les cours ont classé cette dette comme résultante du hasard et la transaction était déclarée illégale.

L'idée fondamentale propre au trafic à terme est à la vente des options résidées, comme nous l'avons indiqué déjà, dans la volonté d'éliminer le risque financier dans la vente ou l'achat du grain.

Avant que les méthodes actuelles de vente sur livraisons futures fussent établies, les importateurs de grains devaient payer comptant pour leurs achats volumineux; puis, le développement international du commerce du grain sur une très haute échelle, la notion de gros contrats industriels et l'inauguration de méthodes financières modernes, tout cela mit à jour les difficultés des anciennes méthodes d'approvisionnement des marchés à grains, et afin d'assurer une plus grande sécurité, le commerce de vente par option comptant livraisons futures fut créé. A l'heure actuelle, toutes les manipulations et toutes les ventes de grains s'effectuent à crédit. Peu de compagnies de grains ou de marchands possèdent un capital suffisant pour transiger sur les volumes d'affaires. De plus, les banques fournissent les fonds, acceptant comme garantie les reçus d'entrepôts. Une compagnie achète, disons, 100,000 boisseaux de blé le lendemain de la moisson pour livraisons futures, à la vente directe de client à client, de la navigation, et paie les fermiers grâce à l'argent emprunté des banques. La compagnie de grains vend, pour livraison future, l'option qu'elle a sur le grain des fermiers. La compagnie a ainsi fini à la fin de la vente, et elle est protégée contre les fluctuations du prix du blé en dépôt dans ses déversoirs ou ses entrepôts. Le montant de capital requis pour faire ce commerce est dès lors moins considérable qu'il le serait si on recourait à la vente directe de client à client.

La garantie donnée par les banques était jusqu'ici considérée comme de première valeur. (La fluctuation du cours du blé n'a pas toujours été aussi accentuée qu'elle l'est présente, c'est à la fois une autre question que celle qui demanderait une étude spéciale). La preuve que le prêt bancaire sur ces options était tout premier ordre réside dans le fait que les taux d'intérêt exigés étaient habituellement les plus faibles que ceux réclamés sur les prêts commerciaux. Grâce à ce

procédé, les exportateurs peuvent se protéger, les meuniers et les importateurs en font autant.

La compagnie de grain est en sursis parce que ses options lui valent pour livraison future et que, de plus, ses céréales sont encore en sa possession. Deux alternatives s'offrent à elle: le grain peut être vendu comptant à l'importeur quel moment-ce qu'il le veut, ou il peut être vendu à la hausse, elle rachète alors un montant équivalent d'options au prix du marché et elle peut aussi livrer le blé qu'elle détient en vertu des ventes futures à conclure. Aucun risque n'en découle.

En résumé, le commerce de vente par options comporte les avantages suivants: 1.— Il facilite la finance du grain, parce qu'il accroît la sécurité du prêt. 2.— La grande convertibilité de la garantie à pour effet d'abaissier le taux de l'intérêt et de permettre que le grain soit financé avec un très petit capital. 3.— Il y a aussi avantage pour les marchands, les compagnies de grains, les meuniers, les exportateurs, parce que ce procédé les protège contre les aléas de la spéculation et que le coût de la transaction est moindre qu'il ne le serait sans ce système.

En ce qui concerne le producteur, le gros avantage du système de vente par options c'est qu'il y a toujours un marché pour paiement en argent, et un marché pour livraison future s'il désire y recourir.

L'inconvénient toutefois c'est que très peu de producteurs ont les connaissances nécessaires pour faire ces options, que l'on ignore la signification de ce marché et que des pertes désastreuses s'en suivent, surtout lorsque les spéculateurs dits "bulls" ou haussiers entrent en scène.

Le producteur de grain n'a jamais contesté les avantages du trafic à terme. Sa grosse objection au commerce des grains réside dans l'élément spéculatif qu'il recèle. Il arrive ordinairement qu'un marché à la hausse soit suivi par un marché à la baisse, et qu'il y ait en 1930, les haussiers constituent ordinairement le menu fretin, et les "bears" ou baissiers les gros spéculateurs; mais, en 1930, petits et gros subirent le même sort.

Si on demande pourquoi le spéculateur a le droit d'interférer sur les échanges, les compagnies rétorquent que ces spéculateurs sont indispensables à la régularité du marché. D'un autre côté, les producteurs de grains ripostent qu'il n'y a aucune raison légale ou commerciale pour que le commerce de grain soit confié à des spéculateurs qui ne produisent rien.

Différentes autorités dans les pays importateurs sont d'avis qu'un marché de spéculation, mais ouvert, procure des prix moindres pour le grain, tandis que les dirigeants du commerce privé qui exportent à l'étranger affirment qu'un marché où il y a une spéculation provoque des prix plus élevés.

Les différentes enquêtes que le "pool" de l'Ouest a conduites sur les différents marchés de grains, l'ont amené à réclamer le contrôle gouvernemental sur ces échanges. La chose est-elle possible? A-t-il moyen de nommer un tribunal pouvant analyser judicieusement les diverses transactions, l'offre et la demande de grains de Winnipeg? A-t-il moyen aussi d'accorder à ce corps des pouvoirs discrétionnaires? A l'heure actuelle, le commerce du grain est sous le contrôle d'un comité de la loi de l'Ontario et de la Saskatchewan.

Rodolphe LAPLANTE

LA CONFEDERATION CANADIENNE

Résumé du cours de M. Adélar Leduc, de Montréal, à la Semaine Sociale d'Ottawa

OTTAWA. — Le dernier cours de la Semaine Sociale d'Ottawa fut présenté par M. Adélar Leduc, avocat, professeur à l'Université de Montréal, sur la "confédération canadienne". Voici un résumé de ce travail:

Chaque année depuis 1920 des hommes de pensée et d'action se libèrent de la tyrannie professionnelle pour reprendre l'étude de quelque vaste problème.

Aujourd'hui les Seminaires sont au service de l'Etat.

Avec quel accent d'apostolat le R. P. Archambault m'a prié de vous parler de la naissance de la Confédération, de nous rappeler sur quelle base se fût, puis de noter les relations des provinces avec le pouvoir central, les relations de celui-ci avec le parlement anglais et enfin de vous dire à quelles conditions la Confédération vivra. J'ai obéi.

I

Origine de la confédération

Pour l'homme et les sociétés la tendance naturelle c'est de rechercher l'état de perfection. Cet état de perfection sera atteint par un pays à la condition qu'il jouisse de la stabilité, de la paix nationale et d'une certaine somme de liberté indispensable à un état souverain.

Il faut reconnaître que les colonies britanniques de l'Amérique du Nord avant 1867 n'avaient pas ces éléments de vie et que chez elles se multipliaient les tendances séparatistes. Chacune s'isolait dans un régionalisme accusé.

Que faudra-t-il pour créer un sentiment de solidarité interprovinciale? Il faut en faire l'aveu, nous devons, pour une bonne part, l'idée de la Confédération à l'appétit de nos puissants voisins. C'est au lendemain de la guerre de l'indépendance que remontaient les premiers projets de la Confédération canadienne et le premier coup de canon tira au fort Sumter nous criait assez la fragilité de nos frontières.

La crainte fut pour nous le commencement de la sagesse. L'audace américaine force les volontés de nos amis, et ils nous poussent vers l'idée de la Confédération.

A la session de 1865 cinq ministres invoquent l'urgence d'une fédération afin d'en finir avec les rivalités des provinces, de mettre le Canada en état de défense, de l'arracher au péril américain et d'élever ses aspirations politiques.

II

Sur quelle base notre constitution canadienne est-elle fondée?

Il faudrait être aveugle pour ne pas apercevoir que notre constitution comporte une diversité d'éléments constitutifs, que par sa composition ethnique le Canada devenait un pays qui devait franchement se déclarer anglo-français. Recherchez l'idée de fond de notre constitution et vous voyez qu'elle est une union mais non pas une union.

Du reste l'acte impérial reconnaît deux races distinctes: l'anglaise et la française. Sur ce point nos hommes d'Etat concordent. McDonald, Carleton, Langevin, corroborent le témoignage de Lord Carnarvon.

Il y a plus. Les supplices des évêques du Bas et du Haut Canada, déclarent qu'on ne saurait assurer la paix et la prospérité qu'en accordant à tous justice égale et en mettant les deux groupes ethniques sur un pied de parfaite égalité.

Ce rêve d'unité est-il une réalité aujourd'hui? Ce que nos pères ont insuffisamment élaboré doit être repris par nos courageux et clairvoyants politiques. Les pères nous ont élevés à de nouveaux horizons et ont jeté dans nos esprits une œuvre inachevée, peut-être, mais qui mérite d'être complétée. C'est notre tâche à nous de reprendre l'envoi des Pères de la Confédération si nous voulons préparer les réalisations supérieures.

III

Relations des provinces avec le pouvoir central.

Quand l'heure vint de partager les pouvoirs entre les provinces, le pouvoir central des difficultés apparemment insurmontables mirent aux prises fédéralistes et provincialistes. Les uns voulaient un pouvoir central fort et les autres désignaient d'être réduits au niveau des conseils municipaux.

Quelle forme, quel principe pouvaient donc concilier nos constitutions. On s'arrêta à cette déclaration que chacun des pouvoirs serait autonome dans les limites de sa juridiction. Selon McDonald ce plan de gouvernement "proposait le double avantage de nous donner la puissance législative et la liberté d'une union fédérale."

Un pouvoir central fort et des législatures indépendantes n'a-t-il pas à l'entendre? L'axiome des légistes romains: "cuius sumus" fut toujours difficile de réalisation et souvent Ottawa a repris le mot du lion: "Je me découvrirai donc, s'il le faut, insinuant par là qu'on devrait réfléchir à deux fois avant de mettre des entraves à ses desseins.

Ne disputons pas trop cependant. Dites-moi plutôt, si la première fécondation de l'association après l'épreuve d'expérience de soixante quatre ans ne va pas nous conduire vers l'établissement de la justice, vers l'expansion et l'exaltation de la vie nationale?

IV

Quelles sont nos relations avec l'Angleterre?

De 1867 à 1917 notre évolution politique fut nulle. Mais de 1917 à nos jours et particulièrement à 1926 elle s'est accomplie avec une rapidité qui étonne.

Quant à notre évolution d'ordre économique je dirai qu'elle fut plus lente, mais par contre, qu'elle s'est affirmée au lendemain même de notre indépendance.

En 1871 McDonald demandait à Londres de "sauver" la dégradation de l'union britannique de conclure un traité de commerce qui intéresserait le Canada. Il obtint cette faveur qui fut considérée comme un pas vers l'égalité de statut avec l'Angleterre.

Plus tard en 1917 il fut décidé que les traités commerciaux conclus par la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire partit pour Londres et sa tâche s'étendit à l'égard des relations avec l'Empire britannique. On s'efforça d'acquiescer à la politique de la Grande Bretagne ne devaient pas s'appliquer ipso facto au Canada.

Puis en 1919 un Haut Commissaire

Les mots impropres

Littérature dit qu'une "splendeur", c'est un grand éclat de lumière, d'honneur, de gloire; une magnificence, accompagnée de beauté.

Avez-vous déjà vu une splendeur? Un petit début de la rue St-Denis, à Paris, annonce sur calicot: "Ici, venez déguster le café...". Fait au lit... C'est une "splendeur".

Dégustons, du moins, l'art et la manière d'accommoder le français.

—

Pour grandir, mangez du hareng

Pour les gens trop petits, un bon conseil vient d'Irlande.

"A l'une des plus récentes séances du conseil municipal de l'île de Manx, le maire, William Clucas, mit en discussion un projet tendant à améliorer l'éducation des enfants et, au cours du débat, déclara une diminution sensible, depuis cinquante ans, de la taille des Irlandais.

"C'est bien simple, dit-il. Nos compatriotes diminuent en hauteur parce qu'ils ne mangent plus de hareng. Nos ancêtres en faisaient une nourriture, sinon exclusive, au moins très fréquente. Et les poussettes d'Irlande, nous en avons vu beaucoup, nous régénèrent notre race."

"Les moins d'un mètre soixante" peuvent toujours essayer.

Pour ceux qui savent

Les morts et les vivants

Mme Alma Sven Edein, la sœur du célèbre explorateur, a émis le principe suivant: "Honorez les morts, mais aidez les vivants". Elle en a donné l'exemple, car elle a voulu dépenser des sommes énormes pour couvrir de fleurs les chars funéraires et il serait beaucoup plus utile de vivre en aide, avec cet argent, aux vivants dans le besoin. Elle a donc consacré ses ressources à Stockholm sur un appel en ce sens à ses compatriotes. Aussi, depuis ce temps-là, beaucoup de Suédois prient-ils, dans leurs testaments, leurs parents et amis d'honorer leur mémoire en envoyant à Mme Sven Edein l'argent qu'ils auraient dépensé pour des fleurs. Aussi pourra-t-on créer des maisons de retraite pour les vieillards et les malades. On appelle poétiquement ces maisons des "Maisons fleuries".

Des faits, des nouvelles, des idées

... et ceux qui ne savent pas

S. E. Mgr P. Fallaize, O.M.I.

Evêque titulaire de Thmuis, coadjuteur de S. E. Mgr G. Breynat, O.M.I., Vicaire apostolique du Mackenzie

Quelques notes biographiques

Nos lecteurs savent déjà que dimanche prochain se dérouleront en l'église de Fort Resolution les cérémonies de la consécration épiscopale de S. E. Mgr Pierre Fallaize, coadjuteur avec future succession, de S. E. Mgr G. Breynat, Vicaire Apostolique du Mackenzie. Nous publions ci-dessous quelques extraits d'un article publié dans "Les cloches de Saint-Boniface" qui leur feront connaître un peu plus intimement le dévoué missionnaire que fut le futur évêque.

"C'est décidé, écrivait S. E. Mgr Breynat en 1923. Tout nous manque: des prêtres pour exercer le ministère; des Sœurs pour tenir l'hôpital-école; des Frères pour construire et assurer les vivres; des ressources pour acheter le strict nécessaire; enfin des prières pour attirer les bénédictions qui féconderont notre bonne volonté.

"Néanmoins, nous nous mettons à l'œuvre avec confiance. Nos Frères de Résolution nous ont promis de nous transporter à 1,600 kilomètres plus loin dans les glaces polaires.

"Ce dont nous avons le plus besoin ce sont des prières et des ouvriers. Nous avons donc demandé à nos amis de nous créer des obstacles et à amonceler des ruines: c'est bon signe. Ces amas d'équinoxes nous valent prêtres, mais ils ne se dérangent pas, car déclarent les journaux locaux, les garanties de paiements et les demandes réglementaires n'avaient pas été faites". Et tout le bois flamba.

Quelle belle chose qu'un bon régime!

Histoire marocaine

Dans un régiment de Pex, un soldat transporté à l'hôpital fut porté mort sur les registres. Mais on s'aperçut que l'homme n'était pas décédé et continuait à vivre son traitement au dit hôpital.

Alors, le secrétaire inscrivit à côté de la première indication: "Mort par erreur".

Quelques jours après, les bureaux de la place firent savoir que le soldat était, cette fois, décédé. Le secrétaire n'hésita pas et porta sur son cahier une dernière mention: "Mort de nouveau par ordre de la place".

Formalités

Les pompiers de Montpellier méritent de devenir aussi célèbres que les pompiers de Nanterre mais ils n'ont pas le courage que lorsque toutes les formalités administratives qui doivent les mettre en mouvement ont été démenties, ils ne se dérangent pas, car déclarent les journaux locaux, les garanties de paiements et les demandes réglementaires n'avaient pas été faites". Et tout le bois flamba.

Quelle belle chose qu'un bon régime!

Un évêque anglican condamne le "mariage d'essai"

L'autre jour, au temple de la Ste-Trinité, à Londres, le docteur Furey, évêque de St-Albans, prêcha contre le "mariage d'essai". Ce "mariage d'essai", fort à la mode en Angleterre, consiste pour deux époux à envisager comme tout à fait normal le divorce au bout de quelques mois s'ils ne semblent pas devoir s'entendre par la suite.

Après avoir prôné l'indissolubilité du mariage, le docteur Furey déclara que ce qui l'effrayait, c'était moins le nombre croissant des divorces que le fait d'en voir accepter si facilement le principe dans toutes les classes de la société.

Et il cita ce mot d'une jeune fille de 22 ans: "Quel mal y a-t-il à ce que je prenne cet homme pour tenter ma chance avec lui?"

Un nouveau danger de l'aviation

L'aviation est venue ajouter des dangers nouveaux à ceux qui menaçaient déjà notre grand vieil aéroplane. On signale qu'aux environs de Grenoble, un avion a heurté une colline avec une violence telle que la terre a tremblé. Allez vous étonner, après cela, que la région soit, depuis quelques temps, le théâtre de glissements de terrains continus.

Imaginez-vous ce qui arrivera le jour où un super-"Graf-Zeppelin" viendra donner du nez dans l'Empire State Building et l'écorcher d'une dizaine d'étages! D'ici là, les appartements de la "Baie" sont les appartements à l'Allemagne.

La lune ennemie de la radio

Votre T.S.F. est empoisonnée, par des parasites? Votre audition est gâchée par des rumeurs détestables? N'accusez pas des causes terrestres. La lune peut être responsable. Faites une expérience attentive: vous constaterez que votre appareil va beaucoup mieux quand la lune n'est pas à l'horizon. Dès qu'elle apparaît, se produit une dépression dans la couche des gaz ionisés qui entourent le globe. Ils se rapprochent de la terre—non moins que lorsque les taches sombres gigantesques de la lune n'ont pas deux raisons (surtout pour la première), votre radio a une voix de rognon.

Vous vous consolez en pensant que la lune a une potentialité électrique différente de celle de la terre, tant il est vrai que s'expliquer ses pelures, c'est en moins souffrir.

Initiales

Les Etats-Unis s'intéressent volontiers eux-mêmes: "U.S.A.", mais lorsque les Français écrivent leur nom, ils prennent la peine de mettre: "Etat des Etats-Unis d'Amérique".

Le gouvernement français est dans une situation délicate vis-à-vis du bolchevisme: puisque les tyranniques de Moscou n'emploient pas eux-mêmes le terme si normal de "Russie", nous n'avons pas, officiellement du moins, le droit de nous en servir non plus. Pourtant, le théâtre des glissements de terrains continus.

Imaginez-vous ce qui arrivera le jour où un super-"Graf-Zeppelin" viendra donner du nez dans l'Empire State Building et l'écorcher d'une dizaine d'étages! D'ici là, les appartements de la "Baie" sont les appartements à l'Allemagne.

L'Allemagne pays du suicide

Les statistiques des compagnies d'assurance font ressortir une augmentation constante du pourcentage des suicides dans le nombre total des indemnités payées au titre des décès. Pour la seule compagnie "Etoile du Nord", le pourcentage atteint 14 p. cent.

Les compagnies d'assurances du Reich ont payé, de 1924 à 1929, environ 120 millions de francs pour suicides.

Les statistiques officielles ne font pas ressortir des augmentations aussi sensibles et considèrent que les proportions indiquées par les compagnies d'assurances doivent être recherchées dans la structure même des assurances allemandes qui, après l'annexion, ont renouvelé le contingent de leurs membres sur la base d'un examen médical très sévère. Le pourcentage de mortalité ayant décliné depuis d'une façon considérable, le pourcentage des suicides se trouve accru dans des proportions énormes.

Et Marguerite?

Un dimanche soir, vers l'entrée de la nuit.

—Qu'est-ce qu'il y a tout de même, Mme? Vous avez l'air tout sans dessus dessous!

—Ah! ne m'en parlez pas. J'ai une poule qui se perd. Voilà bien des heures que je la cherche de tous les côtés, que je l'appelle; rien! J'ai bien vu quelque chose, mais elle n'est pas là! Peut-être bien aussi qu'elle m'a pris! Par le temps qui court, on ne respecte plus rien.

—Allons, Mme Dupont, faut pas vous mettre en cet état pour une poule!

—Ah! mais vous ne savez pas où elle a été? —En fait si vous croyez que ça m'intéresse? Est-ce qu'on sait où ça court les enfants aujourd'hui? Ça a si vite fait un tour...

—Mais quand rentrera-t-elle? Avec qu'est-elle?

—Eh bien, que je sais, moi? —Ah! la voilà!

—Marguerite?

—Mais non, ma poulle blanche... Viens donc, ma cocotte, viens donc! —Et Marguerite? ? ?

Le mot de l'huissier

Grand et mince, très élégant, M. von Hoesch, ambassadeur d'Allemagne à Paris, est un diplomate d'une "fort grande amabilité". D'ordinaire, il montre un visage souriant d'homme heureux. Au demeurant, M. von Hoesch est un des hommes les plus riches du Reich.

Les derniers événements, les multiples démarches que l'ambassadeur a dû faire ont assombri son visage. Ses traits ont été légèrement voilés. Ses changements n'ont pas passé inaperçus et un des vieux huissiers du Quai d'Orsay, qui connaît bien son monde diplomatique, après avoir vu M. von Hoesch sortir du cabinet de M. Briand:

—Que voulez-vous? Il est fort pour un homme riche d'apprendre à mentir, même par... les autres.

PATRONNEZ NOS ANNONCEURS

THE STANDARD IRON WORKS LIMITED

1212 rue et 1066 avenue — Edmonton, Alberta
Téléphone 83488

Soudure à l'oxy-acétylène
ASSURANCE D'UNE ATTENTION PARTICULIÈRE
Outils pour tout ouvrage

Ingénieurs, Machinistes, Fondeurs, Forgerons

ASSURANCES

Quand vous avez besoin de protection consultez un courtier d'expérience qui vous donnera tous les renseignements requis.

H. MILTON MARTIN

MAISON FONDÉE EN 1906
Téléphone 24344 A. BLAIS, gérant

Quincaillerie générale — Articles de sports

Garnitures électriques et accessoires d'autos

The Northern Hardware Co. Ltd.

No. 1-Edif. Benson, No. 2-Ave. Jasper
1016 rue. Tél. 21013-21012 Deux magasins 1016 rue. Tél. 24434-24435

CAREY ELECTRIC

10448 109e rue

ENTREPRENEURS ELECTRICIENS

GARNITURES, ACCESSOIRES POUR L'ECLAIRAGE

Bois de construction et bois de sciage

Nous avons un grand assortiment de matériaux de construction y compris la chaux et le ciment.

Châssis, portes et tous genres de travaux de bois faits à notre manufacture à votre ordre et à des prix raisonnables.

W. H. CLARK & CO. LTD.

10330 109e rue Edmonton, Alta.

P. MANNING LUMBER CO. LIMITED

Où vous pouvez acheter à bon marché du

BON BOIS DE CONSTRUCTION

Chassis, bardeaux, "Plaster Board" et toutes sortes de matériaux de construction

10443 80e avenue Téléphone 32051

Pembina Peerless Coal

Bois de chauffage et regures de mouline

10348 101e rue, Edmonton Ernest HILKER

FLEURS DE NOCES

Décorations d'églises — Plans de toutes sortes

WALTER RAMSAY LIMITED

Nouvel édifice de Birks, avenue Jasper. Tél. 23488

JACK HAYS LTD. TAXICABS

"PACKARDS"

Quand vous êtes pressés, appelez-nous 22111

10056 101e rue Edmonton

Chaussures réparées par des experts

OUVRAGE GARANTI

LAMB BROTHERS

10505 avenue Jasper Téléphone 22235

"GAINERS' PURE LARD"

VENDEUR EN chaudères ouvertes

Rend votre pâtisserie légère et appétissante

GAINERS LIMITED

80e Ave. et 96e rue Edmonton—Sud

Demandez la Crème glacée "Velvet"

ECD

Pour pique-nique et toutes circonstances

En briques ou à la mesure

Chez votre fournisseur

Edmonton City Dairy Limited

Tél. 25151

